

Le processus de paix avance en Colombie



Au milieu d'un grand hermétisme, tant au sujet de l'ordre du jour des conversations que de l'endroit où elles se déroulent, les délégations du gouvernement de la Colombie et de l'ELN, l'Armée de Libération Nationale, organisation de guérilla, se sont bornées à signaler que les premières prises de contact, qui ont commencé vendredi dernier en territoire équatorien, ont été fructueuses et que des progrès sont faits.

Le dialogue se déroule dans un endroit de la ville d'Ibarra, dans le nord andin équatorien et l'on espère qu'il aboutira à l'installation d'une table publique de négociations pour mettre fin au conflit armé qui dura depuis plus de 50 ans.

L'ELN est la seconde organisation de guérilla en importance après les FARC-AP, les Forces Armées Révolutionnaire de la Colombie-Armée du Peuple et nombreuses voix s'élèvent dans ce pays pour mettre l'accent sur le fait que le processus de paix ne serait jamais complété si un accord n'est pas signé aussi avec cette organisation.

Selon ce que l'on a appris, pour parvenir aux prises de contact de cette fin de semaine, il a fallu des conversations secrètes durant trois ans et le processus a été marqué par des contretemps, car la rencontre était prévue, en principe, à la fin octobre, mais le gouvernement du président Juan Manuel Santos l'a annulé en avançant l'argument selon lequel il fallait que l'ELN libère avant l'ex élu Odín

Sánchez, au pouvoir de la guérilla depuis plusieurs mois.

Justement, parmi les points qui ont été abordés ces jours-ci se trouve la libération d'Odín Sánchez, ainsi que l'approbation d'une amnistie pour deux combattants de la guérilla.

« Radio National Patria Libre » (Radio Nationale Patrie Libre), la station de radio officielle de cette organisation de guérilla, a fait savoir que les deux délégations ont fait d'importants progrès à ce propos.

Le ministre équatorien des affaires étrangères, Guillaume Long, a auguré des succès aux conversations. Il a signalé que le gouvernement du président Rafael Correa garantit tous les détails logistiques pour assurer la tranquillité et l'isolement dont ont besoin les négociateurs.

Outre l'Equateur, le dialogue est appuyé par un groupe de pays garants formé de Cuba, de la Norvège, du Chili, du Brésil et du Venezuela.

La rencontre entre le gouvernement colombien et l'Armée de Libération Nationale a coïncidé avec l'annonce faite à Cuba par la combattante pour les droits humains et ex-sénatrice Piedad Cordoba, sur le fait qu'elle lancera sa candidature à la présidence de la Colombie aux élections de 2018.

Piedad Cordoba, qui a lutté inlassablement pour la consolidation de la paix dans son pays, a fait cette déclaration au cours d'une visite au monolithe où reposent les cendres du leader historique de la Révolution Cubaine, Fidel Castro, au cimetière Santa Ifigenia, de Santiago de Cuba, dans l'Est de notre pays.

Piedad Cordoba a acquis de la notoriété à partir de 2008 en raison de son rôle dans les négociations qui ont abouti à la libération de plus d'une trentaine d'otages qui étaient au pouvoir des FARC-AP, mais plus tard, elle a été injustement accusée de collaboration avec la guérilla et destituée de son poste de sénatrice, jusqu'à ce que l'année dernière un haut tribunal lui a restitué ses droits politiques ce qui lui permettra de lancer sa candidature à la présidence. Elle a signalé que cette possibilité est un engagement envers son pays et envers les pauvres du monde.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/118563-le-processus-de-paix-avance-en-colombie>



Radio Habana Cuba